

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Constitution, histoire, crise (UE) > **Daniel Bensaïd, de la LCR, dénonce un traité sans marge de manoeuvre : « (...) »**

Référendum sur la Constitution en France

Daniel Bensaïd, de la LCR, dénonce un traité sans marge de manoeuvre : « La gauche risque de perdre sur tous les tableaux »

Une réponse à Toni Negri

vendredi 2 juin 2006, par [BENSAÏD Daniel](#), [FORCARI Christophe](#), [NATHAN Hervé](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2005).

Daniel Bensaïd, philosophe et dirigeant de la LCR, répond à Toni Negri qui, dans Libération (le 13 mai), soutenait le oui à la Constitution au nom de ses convictions de « révolutionnaire réaliste ». Une opinion développée le même jour dans un meeting avec Daniel Cohn-Bendit et Julien Dray.

Toni Negri justifie son oui par la volonté d'en finir avec l'Etat-nation et de combattre l'empire américain. Comprenez-vous cette stratégie ?

Ses arguments sont étonnants : l'Europe serait progressiste puisque, selon lui, elle « dépasserait l'Etat-nation comme forme d'organisation des élites capitalistes ». Mais l'Europe, si elle aboutit, sera un nouvel Etat, plutôt un proto-Etat avec moins de pouvoir politique. Dans les faits, ce sera un despotisme marchand. Surtout, les élites capitalistes d'aujourd'hui sont pro-Constitution, pour l'Europe telle qu'elle s'est faite et continuerait à se faire. Et il ajoute : « L'Etat-nation est le lieu d'organisation du marché. » Les bras m'en tombent ! Le marché aujourd'hui s'organise tout autant via les mécanismes européens, à commencer par la Banque centrale. En fait, les espaces s'emboîtent : nationaux, européens, mondiaux.

Toni Negri pense que pour balayer la vieille forme de l'impérialisme, il faut s'allier à la bourgeoise ?

L'argument de l'alliance avec la partie la plus progressiste de la bourgeoise est celui de tous les renoncements réformistes. Faire ainsi contrepoids aux Etats-Unis est illusoire, puisqu'il s'agit de copier leur modèle de régulation, et sans le pouvoir militaire en plus ! Il faut trouver une alternative au modèle américain : c'est là le vrai défi. L'adoption de la Constitution ne relance pas l'Europe sociale, c'est un passeport vers l'inconnu.

Donc pas question de payer un « tribut au libéralisme » ?

Mais qui le paiera ? Pas Toni Negri. C'est du machiavélisme au petit pied. La construction européenne, contrairement aux promesses, c'est toujours plus de chômage, de précarité et toujours moins de protection sociale. Si ce prix, conçu par Negri comme un pacte avec le diable, est payé par

les peuples, l'Europe sera prise en grippe. Le projet européen, auquel je tiens, risque d'être subi comme une agression. Ce n'est pas un phénomène uniquement français. La démarche de Negri me paraît très idéologique. Il suit sa logique, en supposant qu'elle correspond à la situation. Cette constitution sanctionne et pérennise vingt ans de contre-réforme libérale. Elle traduit certes le rapport de forces réel au sein de l'Europe. Mais nous ne le rétablirons pas en notre faveur en cédant davantage de terrain.

A contrario, le non permettrait ce renversement ?

Pourquoi Fabius s'est-il impliqué dans cette bataille ? Pas seulement pour des motivations politiciennes. Il a aussi des raisons tout à fait rationnelles. Dans l'hypothèse d'un retour de la gauche au pouvoir, celle-ci se retrouverait corsetée dans l'ensemble des contraintes européennes. Une victoire du oui l'empêcherait de mener une politique alternative au sein de l'Europe. Car desserrer l'étreinte, ce n'est pas seulement relancer les salaires et assouplir le pacte de stabilité. Il faut aussi avoir les moyens d'une telle politique. Par exemple, en reprenant le contrôle de l'outil monétaire, en développant les services publics. Ce ne sont pas de petits amendements. A défaut, la gauche risque de perdre sur tous les tableaux. Elle ne reconquerra pas son électorat avec une politique proche de celle de Bayrou.

Negri, Dany, « Juju » sur la même estrade, c'est montrer qu'on peut être radical et pour le oui ?

Toni Negri, Julien Dray et Daniel Cohn-Bendit constituent une brochette de soixante-huitards revenus de tout et surtout d'eux-mêmes. Au-delà de la mise en scène, ils expriment des convictions. Cohn-Bendit est réellement libéral et libertaire. Negri suit un raisonnement logique qui me paraît d'une abstraction désastreuse. Julien Dray est certainement sincère mais se situe plus dans la tambouille d'appareil. Il y a là un faisceau convergent, avec un petit côté triste.

P.-S.

* Interview publié dans « Libération » du mercredi 18 mai 2005. Propos recueillis par Christophe FORCARI et Hervé NATHAN.